

# Breaking down Barriers

photo: Ronnie Dankelman

FICHE  
PROJET  
8

Plaidoyer pour l'éducation inclusive dans le Nord-Ouest du Cameroun

## Comment changer les comportements dans un environnement pauvre en ressources<sup>1</sup>

Toke Custers et Willem Elbers<sup>2</sup>

### Résumé

Au Cameroun, la plupart des enfants handicapés ne vont pas à l'école (ordinaire). Les préjugés sociaux défavorables nuisent à un quelconque investissement dans ces enfants. Cette étude examine la stratégie de persuasion d'une organisation de la société civile, le Cameroon Baptist Convention Health Services (Service de santé de la convention baptiste du Cameroun), dans le cadre d'une campagne de promotion de l'éducation inclusive dans le Nord-Ouest du pays. Bien qu'il soit trop tôt pour établir si l'éducation inclusive va devenir la norme dans le Nord-Ouest, il est évident que désormais, les parties prenantes-clés sont convaincues de son importance. Trois éléments de la stratégie de persuasion se sont avérés primordiaux pour convaincre les parties prenantes. La stratégie de persuasion (1) a opposé la large vision négative au niveau social au fait de se concentrer uniquement sur les questions d'enseignement; (2) a fait des propositions sur mesure concernant les investissements dans la scolarisation des enfants handicapés, qui ont trouvé écho dans les valeurs spécifiques, les croyances et les sentiments de plusieurs parties prenantes; (3) a présenté l'éducation inclusive comme étant la solution la plus appropriée au problème du faible taux d'inscription scolaire parmi les enfants handicapés. L'étude montre également que dans l'environnement pauvre en ressources du Nord-Ouest du Cameroun, le fait que convaincre les parties prenantes n'est pas suffisant pour provoquer un changement de comportement. Les parties prenantes ont beau avoir été « conquises », il manque toujours des ressources pour agir. Le Cameroon Baptist Convention Health Services a abordé ce problème en complétant sa stratégie de persuasion par la provision stratégique de ressources clés.

« Breaking down Barriers » (Éliminer les obstacles) a été initié par la Fondation Liliane et le Centre d'Études africaines de l'université de Leyde, Pays-Bas, en 2015, pour identifier les facteurs menant au succès du plaidoyer pour les enfants handicapés. En collaboration avec One Family People de Sierra Leone, du Baptist Convention Health Services du Cameroun et de la Cheshire Homes Society de Zambie, le programme a utilisé une étude universitaire comme point de départ afin de renforcer la capacité pour un plaidoyer efficace dans le domaine du handicap.

## Introduction

Bien qu'il manque des statistiques fiables, il est clair que les enfants handicapés dans les régions du Sud en général sont considérablement défavorisés en termes d'inscription scolaire, de présence aux cours et d'apprentissage. Les conséquences de cette absence sont énormes. Non seulement les enfants sont limités dans leur capacité à décider de ce qu'ils sont, de ce qu'ils font et comment ils doivent vivre, la déscolarisation a aussi un impact négatif sur la famille, la communauté, voire le pays tout entier. Heureusement, la conscience internationale du besoin de l'éducation inclusive (EI) progresse. La Convention des droits et de l'autonomie des personnes handicapées des Nations unies appelle à l'inclusion totale des personnes handicapées dans la société. Plusieurs objectifs des Objectifs de développement durable ont un lien avec le handicap et l'EI. Cependant, dans de nombreux pays, y compris ceux de l'Afrique sub-saharienne, la volonté politique et les ressources pour la mise en œuvre font souvent défaut.

Cet article examine le programme de plaidoyer de l'organisation partenaire stratégique de la Fondation Liliane au Cameroun: le Cameroon Baptist Convention Health Services (CBCHS), une organisation locale de la société civile basée dans le Nord-Ouest du Cameroun. Le CBCHS a réussi la tâche considérable de convaincre les parties prenantes-clés du besoin de soutenir l'EI. Plus spécifiquement, l'étude se focalise sur la stratégie de persuasion de l'organisation et a établi les éléments essentiels qui ont été fondamentaux pour « convaincre » les publics-cibles.

## L'étude

Depuis 2009, le CBCHS a mis en œuvre le programme Socio Economic Empowerment of People with Disabilities (SEEPD), (Autonomisation socio-économique des personnes handicapées) dans la région du Nord-Ouest du Cameroun.<sup>3</sup>

Le SEEPD est né de l'observation faite selon laquelle peu d'enfants handicapés au Cameroun allaient à l'école ordinaire. En outre, ceux qui allaient dans les écoles ordinaires se retrouvaient confrontés à des contraintes supplémentaires, comme une politique des examens qui ne prenait pas en compte les différents besoins des enfants handicapés. Le SEEPD vise à remédier à cette situation en favorisant la participation des enfants handicapés dans les écoles gouvernementales et en convainquant le gouvernement de standardiser la pratique de l'EI au Cameroun.

Depuis sa création en 2009, le CBCHS a ciblé un certain nombre de publics, comme les personnes officielles du gouvernement, les autorités gouvernementales locales, les leaders religieux et des communautés, les responsables et les enseignants des écoles,

les parents des enfants handicapés et la population en général. Le CBCHS a utilisé des différentes stratégies pour les différents publics. Les personnalités officielles du gouvernement, les leaders communautaires et religieux étaient invités à suivre des rencontres personnelles, des discussions consultatives et des ateliers. Les directeurs et le personnel des écoles ont appris en quoi consistait l'éducation inclusive par le biais d'ateliers. Les parents d'enfants handicapés ont approfondi leurs connaissances par des rencontres personnelles et communautaires, organisées par le personnel de réadaptation à base communautaire (RBC). Enfin, la population en général a été sensibilisée à l'importance de l'EI pour les enfants handicapés par le biais de différents canaux médiatiques comme la télévision, la radio et les journaux.

Bien qu'il fût trop tôt à cette période de la recherche pour établir si l'EI va devenir une pratique standard dans le Nord-Ouest du Cameroun, il est clair que le CBCHS a connu un grand succès en mobilisant les parties prenantes-clés afin de soutenir le concept. Grâce à leurs efforts:

- Les fonctionnaires des gouvernements régionaux ont soutenu l'expérimentation de l'EI dans la région du Nord-Ouest;
- Dix-sept responsables d'écoles ont implémenté l'EI dans leurs écoles respectives. Au moment de l'étude, certaines préparations étaient en cours pour prolonger le programme dans d'autres écoles des régions du Nord-Ouest et de l'Ouest;
- Les leaders communautaires et religieux ont aidé à persuader les parents des enfants handicapés à les envoyer à l'école;
- Les parents ont été convaincus d'envoyer leurs enfants handicapés à l'école;
- Le Cameroon General Certificate of Education Board (Direction générale des certificats d'enseignement au Cameroun) a révisé sa politique d'examens pour prendre en compte les besoins spécifiques des enfants handicapés;
- Les conseils municipaux ont signé des plans d'action pour que la politique municipale devienne inclusive pour le handicap.

Afin de préciser la manière dont le CBCHS a réussi à convaincre ces parties prenantes, la recherche a été menée dans le Nord-ouest du Cameroun sur une période de deux mois en 2017. L'étude a employé une combinaison d'entretiens semi-structurés (36 au total), deux discussions de groupe ciblées ainsi qu'une observation participative. Les entretiens ciblaient un groupe de répondants et d'informants, y compris le personnel du CBCHS, les leaders communautaires et religieux, les responsables d'écoles, les enseignants, les personnes officielles du gouvernement régional, les maires et les parents d'enfants handicapés.



photo: CBCHS

Voliet dans un rôle modèle partage son expérience scolaire en tant que femme avec un handicap avec le but d'encourager ses pairs avec un handicap.



photo: CBCHS

Réunion stratégique avec le but d'intégrer Éducation Inclusive dans la structure d'Éducation CBC.

### Défier les préjugés dominants

Au Cameroun, les personnes handicapées sont souvent stigmatisées et discriminées. Les croyances traditionnelles jouent un rôle important dans la stigmatisation liée au handicap et la discrimination qui en résulte. L'une des notions prédominantes est le fait que le handicap serait la conséquence du manque de respect des gens vis-à-vis des forces surnaturelles et spirituelles, telles que les ancêtres. De telles croyances vont de pair avec le manque évident de connaissances sur les causes médicales du handicap. De plus, les personnes handicapées sont considérées généralement comme des personnes impuissantes, incapables et étant un fardeau pour la société. Les gens croient farouchement que les enfants handicapés ne peuvent pas accomplir les mêmes choses que les enfants sont censés faire, à savoir prendre soin de leurs parents quand ceux-ci vieillissent et soutenir leur famille.

Étant donné ce qui précède, la stratégie de persuasion ne s'est pas ciblée spécifiquement sur la scolarisation des enfants handicapés, mais sur le handicap en général. Le CBCHS a réalisé qu'avant de pouvoir convaincre des publics divers à accepter l'EI, il fallait d'abord lutter contre les préjugés négatifs sur le handicap dans la région du Nord-Ouest. Tout le temps que ces préjugés négatifs persisteraient, les gens ne pourraient pas considérer la scolarisation limitée des enfants handicapés dans des écoles (ordinaires) comme un problème urgent et nécessitant une attention particulière. Le CBCHS a ensuite considéré la sensibilisation du grand public vis-à-vis du handicap comme une condition préalable à la promotion de la « solution » de l'EI.

Le CBCHS a employé une variété de voies de communication pour encourager les gens à reconsidérer leur opinion sur le handicap. Les informations qui avaient été fournies expliquaient, entre autres, que le handicap n'a rien à voir avec la sorcellerie, mais qu'il a des causes médicales. Ensuite, il est apparu évident que les différentes formes de handicap, comme d'autres conditions médicales, pouvaient être prévenues, traitées ou même guéries.

En outre, le CBCHS a expliqué que les personnes handicapées sont handicapées par la société dans laquelle ils vivent. En d'autres termes, ce handicap résulte des obstacles et des attitudes dans la communauté qui entravent la participation. À cause de ces contraintes, de nombreuses personnes handicapées souffrent par manque d'éducation, de pauvreté, d'un statut social au bas de l'échelle et se retrouvent pris dans un cercle vicieux dans lequel la pauvreté et le handicap se renforcent mutuellement. Dans ce contexte, le CBCHS a essayé de faire valoir l'idée selon laquelle

la responsabilité du traitement du handicap incombait également à la communauté.

En conclusion, le CBCHS n'a pas ménagé ses efforts pour expliquer et démontrer que si les personnes handicapées étaient soutenues et avaient accès aux opportunités tout comme les autres personnes, elles étaient capables de réaliser de grands succès. En communiquant sur ce point, le CBCHS a essayé de fournir des preuves concrètes par des récits personnels d'icônes qui étaient diffusés dans des émissions radio ou lors de meetings. Beaucoup de répondants ont cité ces « récits à succès » comme étant particulièrement révélateurs.

### Les raisons d'investir dans la scolarisation

Un autre élément important de la stratégie de persuasion était de fournir des raisons sur mesure aux divers publics-cibles à la question de savoir pourquoi ils devraient investir dans la scolarisation des enfants handicapés. Ces raisons étaient des messages soigneusement élaborés pour faire écho aux valeurs spécifiques, aux croyances et aux sensibilités des différentes parties prenantes. Premièrement, le CBCHS a essayé de personnaliser les choses en précisant que le handicap pouvait toucher tout le monde. Les accidents de la route, par exemple, sont très courants dans la région et les personnes devenant handicapées à la suite de tels accidents sont assez nombreuses. L'argument invoqué est le suivant: « si le handicap vous touchait ou touchait vos enfants, vous aimeriez être inclus et bénéficier d'opportunités ».

Deuxièmement, le CBCHS a invoqué le fait que les enfants handicapés pouvaient tout autant fournir une sécurité au niveau social à leurs parents devenus âgés, en soulignant que ces enfants pouvaient devenir productifs économiquement si on leur en donnait l'opportunité. Au Cameroun, le point de vue selon lequel l'éducation des enfants est cruciale est très répandu. En effet, elle augmente les opportunités d'obtenir un bon travail, assurant des revenus et permettant de remplir le rôle de prestataires de soins pour leurs parents dans le futur. Le CBCHS a utilisé ces idées en expliquant que ces enfants handicapés, tout comme les autres enfants, peuvent travailler et gagner un salaire s'ils ont été correctement scolarisés. En conséquence, le CBCHS a prouvé qu'il était opportun d'investir dans la scolarisation des enfants handicapés pour qu'ils puissent être en mesure de fournir des soins à leurs parents dans le futur le cas échéant.

Troisièmement, le CBCHS fait appel aux normes et valeurs religieuses, et précisé que l'investissement dans la scolarisation

des enfants handicapés représentait un droit moral à appliquer. Ils ont souligné en particulier la notion que tout le monde a été créé égal aux yeux de Dieu, et l'idée que « nous sommes tous frères et sœurs ». Dans ce cas, l'argument est qu'en tant que bon chrétien ou musulman, les gens devraient traiter les enfants handicapés avec amour et soin, tout comme ils traiteraient leurs autres frères et sœurs.

Quatrièmement, le CBCHS a souligné les devoirs des différentes parties prenantes, qui sont liées à leur rôle ou poste officiel dans la société. Aux fonctionnaires du gouvernement, ils ont précisé qu'il est un devoir officiel du gouvernement de prendre soin de ses citoyens, et que les enfants handicapés font partie de la population. Au personnel des écoles, le CBCHS a souligné que la loi dispose que tous les étudiants, y compris les enfants handicapés, devraient avoir accès à la scolarisation. À l'égard des parents, le CBCHS a indiqué qu'il était de leur responsabilité parentale de s'occuper de leurs enfants, même s'ils avaient un handicap, et qu'un manque à cette responsabilité pourrait leur attirer des sanctions judiciaires.

### Présenter l'EI comme étant la solution

Sans oublier de convaincre les différents publics que le taux de fréquentation peu élevé des enfants handicapés est un problème urgent nécessitant d'être traité, le CBCHS a tout mis en œuvre pour présenter l'EI comme étant la solution la plus appropriée. Sur ce point, l'organisation avait échafaudé son explication sur le fait que le handicap résulte des obstacles et des attitudes dans la communauté qui limitent la participation. Si les personnes handicapées le sont non pas par leur handicap mais par une lacune de la société qui ne prend pas en compte leurs besoins, c'est la société qui doit s'adapter et non l'inverse. Cela signifie que l'éducation doit être rendue inclusive pour permettre aux enfants handicapés d'avoir accès à la gamme complète des opportunités d'éducation, comme tous les autres. D'ailleurs, faire partie d'une classe mixte permet aux enfants handicapés d'expérimenter un sentiment d'inclusion, en ayant un grand cercle d'amis et en obtenant un soutien de leurs congénères non handicapés. Dans le même temps, leurs pairs non handicapés réaliseront que les personnes handicapées aussi ont des talents, et ils pourront réviser leur opinion et passer au-delà de leurs préjugés stéréotypés.



Atelier pour enseignants sur braille avec le but de les permettre d'inclure des élèves avec un handicap visuel dans leurs leçons en classe.

### En savoir plus

Custers T. (2017). *Opening up for Inclusive Education in Cameroon. (Ouverture à l'éducation inclusive au Cameroun) Understanding frame resonance in NGO advocacy. (Comprendre la résonance d'un cadre dans le plaidoyer ONG)*. Mémoire de Master. Université et recherche de Wageningen. Consulter [www.barriersfree.org](http://www.barriersfree.org)

- <sup>1</sup> Nous sommes reconnaissants du soutien de CBM dans la conduite de cette étude et du partage des leçons apprises du programme SEEPD.
- <sup>2</sup> Willem Elbers est chef de projet universitaire de « Breaking down Barriers » au Centre d'Études africaines de Leyde, Pays-Bas.
- <sup>3</sup> Le programme a été financé par CBM, une ONG internationale visant à améliorer la qualité de vie des personnes handicapées dans les communautés pauvres.

En présentant l'EI comme la solution, le CBCHS a également fourni des connaissances concrètes qui ont permis aux parties prenantes d'agir. En fin de compte, les parties prenantes ne peuvent adhérer à l'EI que si elles savent ce qu'il faut faire. En fournissant des informations sur comment procéder pour aller de l'avant, le CBCHS a éliminé de manière efficace les raisons éventuelles qu'auraient pu évoquer les parties prenantes pour ne pas agir. Dans les ateliers, les enseignants ont appris comment enseigner à des classes constituées d'élèves handicapés et non handicapés. Les leaders religieux et communautaires ont appris comment identifier les enfants handicapés et convaincre leurs parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Les parents ont pris connaissance des possibilités d'éducation inclusive dans les écoles publiques tout en recevant des conseils pratiques sur la manière de mieux prendre soin de leur enfant handicapé. Les fonctionnaires municipaux ont appris comment incorporer des rampes dans les plans des immeubles à construire pour permettre aux enfants handicapés l'accès aux nouvelles écoles.

### Support de ressources

Au cours des discussions sur le plaidoyer, l'accent est souvent porté sur la façon d'influencer les opinions des publics-cibles et sur la création d'une « volonté politique ». Dans ce cadre, une hypothèse fondamentale est qu'une fois que ces publics auront changé d'avis, ils changeront de comportement. Cette étude remet en question cette hypothèse.

Le CBCHS s'est rendu compte que dans l'environnement à faibles ressources du Nord-Ouest du Cameroun, le fait de convaincre les publics-cibles de l'importance de l'EI était insuffisant en soi. Les gens sont peut-être convaincus, mais il leur manque toujours la capacité ou les ressources pour faire réellement quelque chose. En conséquence, le CBCHS a inséré la provision stratégique des ressources dans sa stratégie de persuasion. Pour chaque type de public, le CBCHS a soigneusement évalué la nécessité éventuelle de matériaux ou finances spécifiques afin de faire bouger les choses. Par exemple, certaines familles pauvres ont reçu des aides financières permettant aux parents de payer les frais de scolarité et d'envoyer leur enfant handicapé à l'école. Le CBCHS a également soutenu des écoles en fournissant du matériel didactique et dans certains cas une aide financière. Plusieurs écoles, par exemple, ont reçu des ordinateurs et des fonds pour payer les salaires des professeurs en langage des signes, des interprètes et des transcribers de braille. Pour finir, le CBCHS a donné un emboiseur à la Direction générale des certificats d'éducation du Cameroun et a formé son personnel à des examens en braille.

La stratégie de fournir soigneusement des ressources clés afin de lever les obstacles est clairement une solution pratique afin que les actes suivent dans un environnement à faibles ressources. Cela soulève des questions, cependant, quant à savoir si les résultats réalisés dans le programme SEEPD peuvent être durables et maintenus à long terme. Le CBCHS est conscient de ce problème et a entamé un dialogue avec le ministre de l'Éducation pour rechercher une solution structurelle.